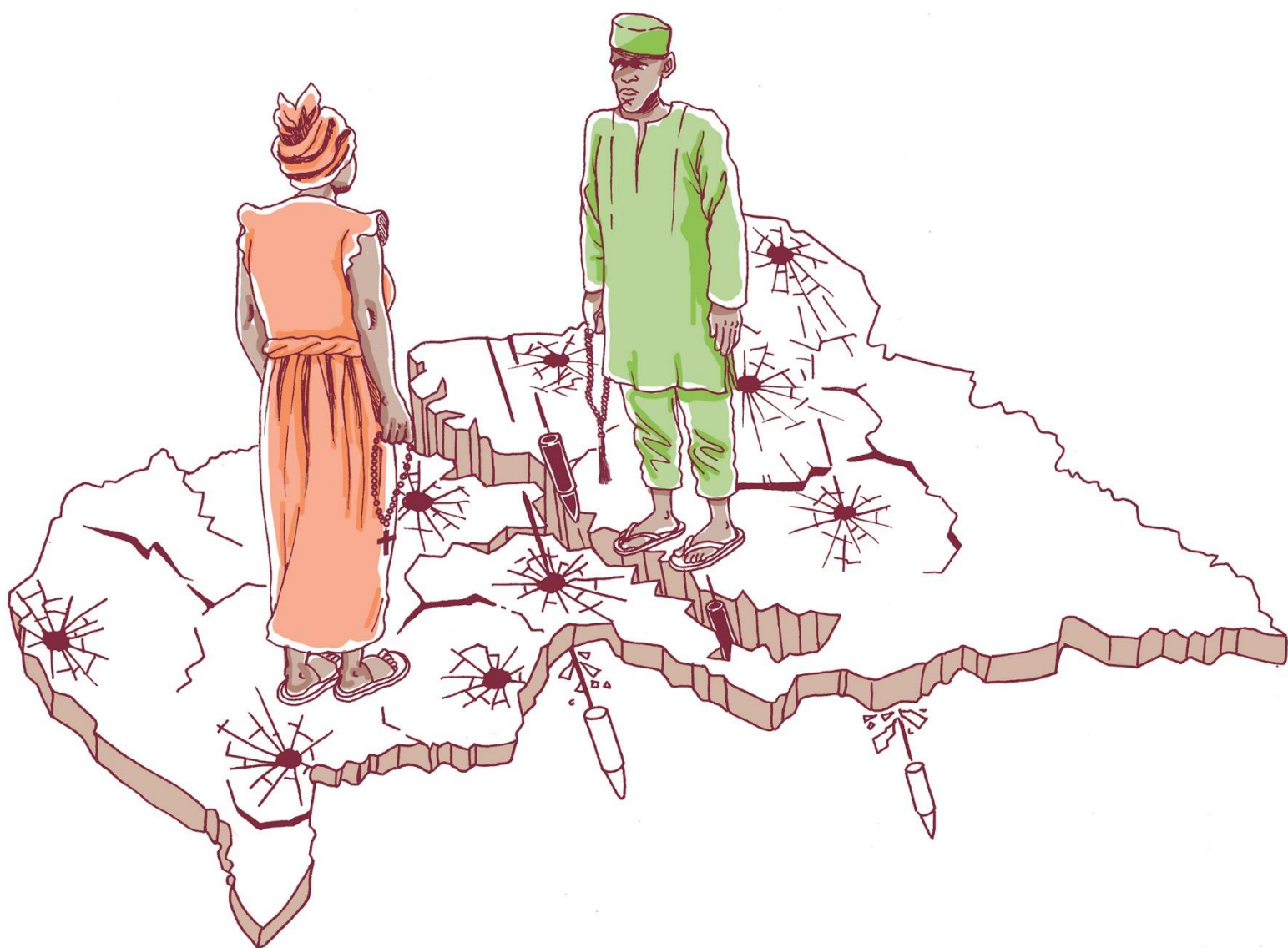


Territoire Morcelé, Communautés Divisées

La République Centrafricaine face à des menaces
sécessionnistes



Nathalia Dukhan
Février 2017





Territoire Morcelé, Communautés Divisées

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

Nathalia Dukhan
Février 2017

Résumé exécutif

Il y a plus de quatre ans, la République Centrafricaine (RCA) entrait dans une grave crise politique caractérisée par une violence sans précédent contre les civils. En février 2014, le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon alertait la communauté internationale en déclarant que l'éclatement de la Centrafrique était tout à fait possible et indiquait que « La situation continue de s'aggraver. Les musulmans et les chrétiens ont été assassinés et forcés de fuir leurs maisons. La brutalité sectaire est en train de changer la démographie du pays. La partition de facto est dès lors un risque avéré ». Malgré cet avertissement, la RCA n'a pas échappé à ce sort. En 2017, plus de 14 groupes armés rivalisent pour le contrôle du territoire et ses richesses.

Des systèmes de taxes ont été mis en place, obligeant les populations civiles, déjà meurtries par de nombreuses années de crise, à contribuer aux efforts de guerre et ainsi, participer à la perpétuation des violences dont elles sont les victimes principales. Dans ce conflit, la violence sectaire est instrumentalisée par les leaders des groupes armés comme une stratégie de survie, qu'ils n'hésitent pas à alimenter pour servir leurs ambitions politiques de gouverner et pour défendre des intérêts économiques privés. En l'absence de réponses adéquates pour mettre fin aux conflits armés et aux divisions entre communautés, la menace d'un état de guerre permanente est réelle, ce qui aura des effets à long terme sur une région déjà confrontée à d'importants défis sécuritaires.

Parmi ces 14 groupes armés, les quatre factions issues de la coalition Séléka représentent toujours la menace la plus importante à la paix et à l'unité du pays. La fin du régime de la Séléka, annoncée en janvier 2014, avait entraîné un repli des combattants vers l'est et le nord du pays, débouchant sur un contrôle de près de 60% du territoire national. Les leaders de la Séléka n'ont eu de cesse de manipuler l'idéologie pour justifier leur existence. En 2013, ils avaient d'abord exprimé des griefs politiques à l'encontre du système répressif du président sortant, François Bozizé, mais leurs motivations se sont rapidement révélées être guidées par le pouvoir et la cupidité, comme l'avait suggéré certains combattants de la Séléka en affirmant

2 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

« c'est notre tour de gouverner », au lendemain de la prise de contrôle de la capitale, Bangui. Au cours de leurs dix mois au pouvoir, les leaders de la Séléka ont mis en place un système prédateur caractérisé par des atrocités à grande échelle et par des crimes financiers généralisés.

Pour conquérir un soutien populaire et gagner en légitimité, ces leaders encouragent et coordonnent des actes de violence qui motivent les membres des groupes ethniques ou religieux qui leur sont les plus proches contre les autres groupes. La violence généralisée vise à créer, parmi les civils, le sentiment d'un besoin de protection des leaders des groupes armés, lesquels prétextent qu'une séparation (ou partition) avec les autres groupes est dès lors nécessaire et la cohabitation impossible. Ce climat de terreur contribue également à créer les conditions nécessaires au recrutement des jeunes qui n'ont pas d'autres choix que de rejoindre la lutte armée et ainsi renforcer l'action et l'agenda des chefs de guerre.

La paix et la cohésion sociale qui a longtemps existé entre communautés ethniques et religieuses ne profite pas aux intérêts politiques de ces leaders. De ce fait, la violence intercommunautaire est délibérément alimentée. Grâce au maintien d'un climat de violence et d'une menace permanente de coup d'Etat, ces chefs de guerre cherchent à négocier des récompenses : le pouvoir ou le partage du pouvoir, des intégrations militaires, des positions ministérielles, le maintien d'une partition de facto, le tout avec la reconnaissance de la communauté internationale et les avantages économiques qui en découlent.

Parmi les Séléka, cette volonté persistante d'accéder au pouvoir s'est transformée en un véritable plaidoyer en faveur de la partition effective du pays, justifiée et légitimée par le conflit entre communautés ethniques et religieuses. Le principal partisan de la sécession du pays est le Front pour la Renaissance Centrafricaine (FPRC), dirigé par le chef rebelle Nourredine Adam et par Michel Djotodia, ancien président de la RCA pendant le bref règne de la Séléka. Ces individus font l'objet de sanctions multilatérales ou de la part des Etats-Unis. Depuis décembre 2013, les chefs du FPRC ont, à maintes reprises, brandi la menace sécessionniste et, à une occasion, ceux-ci ont même tenté de créer la République du Logone, ou du Dar el Kuti.

En vue de renforcer la menace sécessionniste, Nourredine a tenté, sans grand succès jusque-là, de réunifier les quatre factions Séléka, avec l'intention de faire de la ville de Bambari la nouvelle capitale de la République du Dar El Kuti. Cependant, l'Union pour la Paix en Centrafrique (UPC), dirigée par Ali Darassa, qui contrôle Bambari, a refusé de rejoindre cet appel et a opté pour une posture indépendante. En conséquence, les combattants du FPRC et de l'UPC se sont livrés à des luttes fratricides. L'inquiétude réside pourtant. Si les quatre factions Séléka décidaient de s'unir, leur puissance militaire constituerait un sérieux défi à la communauté internationale et au gouvernement, qui seraient confrontés à des choix difficiles : démanteler les factions Séléka par la force, une option pour laquelle il n'existe actuellement pas d'appétit - en particulier depuis le retrait de l'opération militaire française Sangaris ; ou de négocier un consensus, mais pour lequel les chances de construire une paix durable sont minces.

Il est nécessaire de s'engager vers une politique ferme de sortie de crise et de mettre en œuvre un processus de paix qui aille aux sources des causes de la violence, tout en reconnaissant la nécessité de prendre des mesures plus rigoureuses destinées à mettre fin à la menace des chefs de guerre. Le gouvernement et la communauté internationale devraient :

- Etendre davantage et renforcer la mise en œuvre effective d'instruments financiers, y compris les sanctions, qui visent les intérêts et la vulnérabilité des groupes armés ainsi que les compagnies

3 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

qui les soutiennent, que ce soit par le gel des avoirs ciblés ou par des mesures qui empêchent les investissements soutenant les groupes armés.

- Amener les responsables des atrocités et des crimes économiques devant la justice, tout en mettant en œuvre un processus de désarmement qui vise à réintégrer les combattants et les communautés de manière juste et équitable.
- Cesser d'encourager ou permettre une légitimité quelconque des leaders des groupes armés qui utilisent la violence, en particulier contre les civils, pour s'emparer du pouvoir et / ou des richesses nationales et reconnaître que le système de violence ne reflète pas nécessairement les aspirations des combattants ou des populations qui vivent dans les zones contrôlées par les groupes armés.
- Soutenir les initiatives œuvrant en faveur de la cohésion sociale, d'une interdépendance économique accrue des communautés, en vue de faciliter une réconciliation.
- Développer des politiques inclusives, notamment en intégrant les ethnies de confession musulmane et répondre à la nécessité urgente de décentraliser le pouvoir, de promouvoir la démocratie locale et le développement local.

Introduction

En février 2014, au plus fort de la crise centrafricaine, le Secrétaire Général des Nations Unies, Ban Ki-Moon alertait l'opinion internationale en déclarant que l'éclatement de la Centrafrique était tout à fait possible, au vu de « la brutalité sectaire (qui) est en train de changer la démographie du pays, la partition de facto est (dès lors) un risque avéré ». ¹ Malgré cet avertissement, la Centrafrique n'a pas échappé à ce sort. En 2016, la partition de facto est bien une réalité puisque 14 groupes armés se disputent le partage du territoire et ses richesses. Parmi eux, les groupes issus de la coalition Séléka représentent toujours une menace importante à la paix et plus largement, à l'unité du pays. La fin du régime Séléka, annoncée en janvier 2014, ² s'est transformée en un repli des combattants vers l'est et le nord du pays, débouchant sur un contrôle de plus de 60% du territoire national. Depuis lors, certains leaders Séléka brandissent la menace sécessionniste avec la création de la 'République du Logone' ou du 'Dar el Kuti', justifiée et légitimée par le conflit inter communautaire et confessionnel.

Souvent considéré comme un projet non viable, reflet de l'excentricité d'un groupuscule d'éléments de la Séléka ou d'un simple instrument de pression et de négociation, les médias et la communauté internationale ne l'ont pas vraiment considéré comme un enjeu réel. Pourtant, la menace sécessionniste plane toujours dans les discours de certains chefs de la Séléka, particulièrement dans un contexte de statut quo politique sur la résolution de la crise. Doit-on, ou non, craindre que l'histoire du voisin sud soudanais ne se répète en Centrafrique ?

Territoire morcelé, communautés divisées

Si la partition officielle n'a pas reçu le soutien de la communauté internationale, en revanche, depuis janvier 2014 le pays fait l'objet d'une partition de facto puisque le territoire national est contrôlé de manière effective par des bandes armées. Au départ, la partition résultait d'une confrontation entre deux

4 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

catégories d'acteurs armés : la Séléka et les anti-balaka. Progressivement, le conflit s'est transformé en une guerre entre communautés musulmanes et non musulmanes, et même entre ethnies de confession musulmane, chacune étant perçues comme complices, actifs ou passifs, des exactions commises par les groupes armés avec lesquels elles ont le plus d'affinités, le groupe ethnique et/ou la religion.³

Avec la montée des divisions internes au sein des groupes armés, les conflits pour le leadership et la cristallisation des sources du conflit, ce sont aujourd'hui plus de 14 groupes armés qui dictent leur loi en Centrafrique.⁴ Dans les zones occupées, ces maîtres gèrent des territoires devenus quasi autonomes, faisant des communautés vivant dans ces régions les otages d'une guerre qui, à l'origine, n'était pas la leur. Motivés par l'appât du gain, les différends maîtres sont engagés dans des compétitions qui se poursuivent encore actuellement. L'enjeu principal est le contrôle des ressources stratégiques du pays, en particulier les très convoités minerais (or et diamant), l'ivoire et les axes de commerce et de transhumance.⁵ Des systèmes de taxes ont été mis en place, obligeant les populations civiles, déjà meurtries par de nombreuses années de crise, à contribuer aux efforts de guerre et ainsi, participer à la perpétuation des violences dont elles sont les victimes principales.⁶

Cette partition de facto est aussi alimentée et légitimée par le conflit entre communautés musulmanes et non musulmanes, instrumentalisées par l'agenda des groupes armés. Jugées proches du régime brutal des Séléka, les populations musulmanes sont devenues la cible des anti-balaka. A partir de février 2014, on parlait d'un véritable nettoyage ethnique perpétré par ces milices.⁷ Le sentiment anti musulman s'est aujourd'hui installé dans la mémoire collective, y compris au sein de la classe dirigeante qui perpétue une politique de marginalisation de la minorité musulmane et de favoritisme à l'égard des anti-balaka.⁸ Fin novembre 2016, on dénombrait toujours 462.476 réfugiés centrafricains et près de 470.000 déplacés internes, la majorité étant des musulmans.⁹ Dans le même temps, les populations non musulmanes vivant dans les zones contrôlées par les groupes armés de la Séléka sont régulièrement victimes de représailles sanglantes,¹⁰ ce qui a pour effet de perpétuellement raviver les haines entre communautés et donc, d'empêcher toute tentative de reconstruction d'une cohésion nationale.

10 ans de partition de la Centrafrique Sous fond de manipulation politique des tensions inter-ethniques

En 2003, François Bozizé organisait un violent coup d'Etat militaire qui s'était soldé par le départ forcé de Ange-Felix Patassé, le président sortant. Cette démonstration de force avait reçu le soutien direct de Idriss Deby, Président du Tchad, et des 'libérateurs', ces combattants d'origine tchadienne et centrafricaine, aguerris au métier des armes, qui avaient reçu des promesses de récompense. Incapables de contenir leurs requêtes et voyant une menace au nouveau régime, François Bozizé avait lancé une campagne visant à écarter bon nombre de ces 'libérateurs', de confession majoritairement musulmane. Cette vague de mécontentement est venue gonfler les rangs des déçus du régime, y compris les partisans de Patassé subitement écartés du pouvoir.

A partir de 2005, l'année de légitimation électorale du pouvoir de Bozizé, **la Centrafrique s'est vue divisée entre le nord et le sud, du fait de l'émergence des groupes armés.** Les partisans de Patassé ont créé l'Armée Populaire pour la Restauration de la République et la Démocratie (APRD) occupant le nord-ouest (autour de Paoua) et le Front Démocratique pour le Peuple Centrafricain (FDPC) d'Abdoulaye Miskine occupant le nord (autour de Kabo). D'autres ont formé ou rejoint l'Union des Forces Démocratiques pour le Rassemblement fondée par Abakar Sabone et Michel Djotodia en 2006

5 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

occupant le nord-est (autour de Birao), et la Convention des Patriotes pour la Justice et la Paix (CPJP) d'Aboulaye Hissène en 2008, occupant l'est (autour de Bria).

En 2007, Human Right Watch (HRW) indiquait dans un rapport que depuis 2005, un climat de terreur règne dans les régions sous contrôle rebelle.¹¹ L'enquête concluait que la vaste majorité des exactions (exécution et incendies de villages) a été commise par les forces gouvernementales (Forces armées centrafricaines et Garde présidentielle).¹² Aussi, les groupes rebelles (APRD, UFDR, CPJP) se sont rendus coupables de meurtres, viols et violence sur les civils et de pillages généralisés et de perception forcée d'impôts.¹³

Ainsi, pour préserver son fragile pouvoir et compenser son manque de légitimité, la stratégie de François Bozizé a été de **semmer un climat de terreur** par le biais de sa garde présidentielle - essentiellement composée d'éléments de son ethnie, les Gbayas, et dirigée par Eugene Ngaikossé, alias « le boucher de Paoua ».¹⁴ Ceux-ci se sont livrés à une violente répression contre les rebelles présumés et contre les civils appartenant à l'ethnie majoritaire des groupes armés (Gula pour l'UFDR, Runga pour la CPJP, Sara pour l'APRD). Cette **instrumentalisation de l'appartenance ethnique** a créé un dilemme pour les populations du nord, indiquait HRW, qui « veulent que l'Etat leur apporte une protection contre les bandits et autres forces non étatiques violentes mais elles souffrent de manière disproportionnée des représailles et autres exactions commises par les forces de sécurité ».¹⁵ Par voie de conséquence, les populations avaient notamment considéré que l'UFDR et l'ethnie Gula n'étaient qu'une seule entité et un sentiment anti-Gula avait grandi, menant à des représailles et répressions contre cette ethnie.

Ces divisions inter-ethniques, devenues aujourd'hui confessionnelles, se sont cristallisées avec l'arrivée de la Séléka en 2013 et deviennent **un argument brandi par les différents groupes armés pour justifier leur existence et leurs atrocités.**

Aux origines du projet de Dar El Kuti

Initialement présentée comme une coalition armée puisant sa légitimité dans les dérives du régime prédateur et corrompu de Bozizé, les leaders de la Séléka réclamaient des réformes, des investigations dans les abus aux droits humains, des compensations financières pour les combattants et la restitution des diamants et de l'or volés en 2008.¹⁶ Mais derrière ces discours, l'ambition des chefs de la Séléka était en réalité de gouverner et de mettre en place un régime tout aussi prédateur¹⁷ (ou kleptocratique)¹⁸ que celui de leurs prédécesseurs. Les leaders de la Seleka avaient marqué les esprits lorsqu'ils ont déclaré en mars 2013, « c'est notre tour de gouverner ».¹⁹

Toutefois, sa démission forcée en janvier 2014 a mis fin à ce projet. L'essentielle des troupes Séléka se sont retranchées dans leurs bastions respectifs, à l'est et au nord. Privés du pouvoir central et des avantages que leur octroyaient la souveraineté, certains chefs de la Séléka ont fait évoluer leur idéologie en instrumentalisant le conflit musulman-chrétien pour légitimer et justifier la création d'une République autonome, dans laquelle ils pourraient prétendre gouverner.

6 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

C'est en décembre 2013 que le projet sécessionniste émerge pour la première fois, à travers la voix d'Abakar Sabone, un ex. libérateur, fondateur de l'UFDR et l'un des leaders de la Séléka. Il déclarait alors que « dans un délai d'une semaine, nous allons prendre la décision pour que tous les nordistes musulmans rentrent au nord pour demander la sécession de la RCA en deux, nord-sud ». ²⁰ En juillet 2014, ce projet est officiellement annoncé par la Séléka. Au cours des accords de Brazzaville, ²¹ Mohamed Moussa Dhaffane, représentant les ex. Séléka, a fait de la partition du territoire une condition à toute cessation des hostilités. Cependant, ce projet ne faisait pas l'unanimité au sein des groupes armés qui se sont divisés sur la question par la suite. ²²

En août 2014, le FPRC de Nourredine Adam annonçait la création d'un Etat indépendant dans le nord-est du pays, appelé le 'Dar el Kuti', avec Michel Djotodia comme Chef d'Etat, mais l'annonce avait fait un flop. ²³ Un mois plus tard pourtant, Djotodia déclarait dans la presse qu'il n'existe que deux options pour mettre fin au conflit : le retour au pouvoir de la Séléka ou la partition du pays. ²⁴ A priori tombé aux oubliettes, le projet refait surface en décembre 2015, dans un contexte de troubles provoqués par l'alliance des 'Nairobistes'. ²⁵ Nourredine Adam avait alors proclamé la 'République autonome' du Logone ou du Dar El Kuti. ²⁶ Cette République devait s'étendre sur quatre préfectures : la Nana-Grebizi, le Bamingui-Bangoran, la Haute Kotto et la Vakaga. Son porte-parole avait déclaré « ce que nous voulons d'abord c'est l'autonomie. Ensuite, nous verrons comment aller vers l'indépendance ». ²⁷ Comme pour les annonces précédentes, Nourredine avait fait marche arrière huit jours plus tard, après avoir été rappelé à l'ordre par le président tchadien. ²⁸

En octobre 2016, l'Assemblée Générale (AG) des Séléka, organisée sous la houlette du Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique de Nourredine Adam, a réuni près de 1.500 hommes en arme. ²⁹ La déclaration de Bria du 19 octobre indique que les groupes représentés poursuivront la gestion des affaires publiques dans toutes les zones sous leur contrôle, confirmant le maintien de la partition de facto. ³⁰ En amont de l'AG, un 'exposé des motifs' avait été élaboré et représente un argumentaire fort en faveur de la sécession du pays. Le document conclut par « une impossibilité de cohabitation et incompatibilité entre la population centrafricaine chrétienne du sud-ouest d'une part, et les musulmans et ressortissants de la région du nord-est d'autre part ». ³¹

Si certains leaders de la Séléka veulent faire croire qu'il existe une frontière religieuse, ce n'est pas le cas. Dans les régions de l'est et du nord, les ethnies de confession musulmane cohabitent avec les ethnies de confession chrétienne ou animiste. Cette réalité vient réduire en poussière l'idéologie prônée par les partisans d'une sécession. Cependant, il faut reconnaître que les répressions violentes de l'Etat prédateur, la marginalisation économique et sociale, le phénomène de mercenariat et de criminalisation croissante dans ces régions, et l'influence des territoires voisins en proie à des conflits armés ³² ont participé à nourrir un sentiment négatif des populations à l'égard du pouvoir de Bangui. Comme conséquence, ces régions sont devenues des foyers de recrutement majeur des groupes armés, qui attirent une jeunesse en quête d'un avenir meilleur et de protection tout simplement.

Au moins 60% du territoire entre les mains des groupes armés issus de la coalition Séléka

Quatre groupes armés principaux issus de la Séléka se partagent les régions de l'est et du nord du pays. Il s'agit du : Front Populaire pour la Renaissance de la Centrafrique (FPRC) de Nourredine Adam, le Mouvement Patriotique pour la Centrafrique (MPC) de Alkhatim, le Rassemblement Patriotique pour le

7 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

Renouveau de la Centrafrique (RPRC) de Joseph Zoundeko et l'Union pour la Paix en Centrafrique (UPC) de Ali Darassa.

Seule la branche FPRC de Nourredine Adam avait démontré une volonté persistante de faire de la partition effective de la Centrafrique, un argument central de son agenda. Mais depuis octobre 2016, on constate un rapprochement entre MPC, FPRC et RPRC, sous l'œil du voisin tchadien. Ensemble, ceux-ci ont attaqué les positions de l'UPC, qui refuse toute alliance et maintient une position indépendante. L'UPC, dirigé par Ali Darassa, qui se présente comme un défenseur des intérêts des Fulani et qui n'hésite pas à alimenter les tensions entre ethnies de confession musulmane ou chrétienne,³³ a su développer une véritable entreprise militaro politique génératrice de profits pour ses chefs. Loin d'être intéressé par la partition ou par un partage des ressources, Ali Darassa souhaite maintenir ses positions et continuer d'étendre ses zones d'influence, sources d'enrichissement.³⁴

Les menaces sécessionnistes, un instrument de pression...

Avant même l'apparition de l'agenda sécessionniste fin 2013, il faut rappeler qu'en Centrafrique, le phénomène d'émergence des groupes armés répond à une logique d'insertion/réinsertion dans la vie politique, considérée comme voie royale vers l'enrichissement. Les politiques discriminatoires, souvent basées sur l'ethnicité, des différentes élites centrafricaines, ont eu pour effet de créer d'importantes frustrations au sein des groupes exclus du pouvoir, en particulier ceux du nord-est. La culture de la violence qui prévaut dans les régions frontalières du Tchad et du Soudan, alimentée par la présence d'Etats prédateurs ou 'd'Etats milices'³⁵ tout autour, justifie en grande partie l'usage de la violence comme mode 'normal' d'insertion dans la vie politique, sociale et économique. Toutefois, la pratique montre qu'une fois au pouvoir, les anciens rebelles ne se montrent pas différents de leurs prédécesseurs et profitent du système de kleptocratie à leur tour.³⁶

Fin 2014, le Panel d'Experts des Nations Unies sur la Centrafrique observait dans un rapport « une compétition entre les représentants politiques des groupes armés pour l'accès à des positions ministérielles, ainsi qu'entre commandants militaires pour le contrôle des ressources » justifiant les conflits fratricides entre groupes armés. Le Panel ajoutait que la nomination d'un anti-balaka en tant que Ministre au sein du gouvernement de transition avait renforcé la croyance générale qu'« être commandant d'un mouvement politico-militaire permet d'accéder à des fonctions officielles de pouvoir, validant ainsi la stratégie des éléments perturbateurs ».³⁷

Conformément à leur stratégie d'insertion/réinsertion, en 2016, les différents groupes de la Séléka ont formulé leurs doléances auprès du nouveau Chef de l'Etat. Il s'agit notamment de requêtes concernant l'attribution de postes ministériels, d'intégration dans l'armée centrafricaine et l'attribution de certains postes clés au sein de l'administration (en particulier, la sécurité, les transports, les douanes, les impôts, certaines ambassades, etc.).³⁸ Fin octobre 2016, les leaders militaires du MPC et du FPRC s'étaient rencontrés au Tchad pour discuter de leurs revendications communes, il s'agissait notamment de discuter d'une réunification FPRC et MPC, de réclamer 5 à 7 postes ministériels (inclus le Ministère de la défense) et 40 à 50% d'intégration de leurs combattants dans l'armée centrafricaine.³⁹

En 2017, la stratégie du gouvernement dirigée par Faustin Archange Touadera échoue à résoudre les questions fondamentales de cohésion nationale, ce qui conforte et renforce l'argumentaire poussé par

8 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

les partisans de la partition. En effet, la politique du régime se caractérise par une continuité dans les modes de gouvernance pourtant largement critiqués, une absence de transition politique renforcée par le recyclage des élites issues de l'ère Bozizé,⁴⁰ une absence de réconciliation entre communautés et de politiques inclusives des musulmans, une discrimination entre combattants anti-balaka et Séléka, et un échec à négocier avec les leaders des groupes armés, en particulier les Séléka.⁴¹

... Ou des luttes fratricides pour le contrôle des richesses

Face aux blocages de sortie de crise, pour certains leaders de la Séléka (particulièrement ceux du FPRC et à l'exception des UPCistes fidèles à Ali Darassa), il n'existe que deux scénarios possibles pour mettre fin au conflit : la mise en place d'un Etat fédéral, avec 50% du pouvoir central aux mains des Séléka et le maintien de leur contrôle dans les régions déjà sous occupation, ou la partition officielle.⁴² Dans ces deux options, la paix semble toutefois largement hypothétique.

Ces groupes légitiment leur existence grâce aux tensions inter-ethniques et confessionnelles, qu'ils n'hésitent pas à alimenter. Toutefois, cet argument n'est pas leur raison d'être. Un humanitaire présent en Centrafrique au moment de l'invasion de la Séléka indique que « (les leaders de la Séléka) sont motivés par le gain mais instrumentalisent l'idéologie pour exister. Ils revendiquent comment ils ont été négligés dans le nord-est mais pourtant, tout le pays a été négligé pendant Bozizé. A la fin, ils veulent le pouvoir et ils se sont toujours comportés comme tel ». ⁴³ A cela, ajoutons que les Séléka n'ont jamais mis en œuvre une seule politique sociale lorsqu'ils étaient au pouvoir.⁴⁴

Si l'on part du postulat que ces leaders de la Séléka n'ont pour intérêt que le pouvoir et le contrôle des richesses, quels sont les intérêts économiques de ces régions ? L'est et le nord-est renferment d'importants gisements de pétrole, d'uranium, de bois, d'ivoire, de café, d'or, de diamant et d'autres minerais. Il s'agit de ressources convoitées sur les marchés régionaux et internationaux. Dès lors, vu l'absence d'Etat et de contrôle, des réseaux de trafiquants se sont mis en place qui impliquent des arrangements entre leaders des groupes armés et investisseurs étrangers peu scrupuleux. Le pillage orchestré se transforme en billets de banque qui enrichissent les têtes de ces trafics, et en troque dans des deals 'armes contre ressources' qui viennent alimenter les violences.

La présence de ressources stratégiques, objet des convoitises entre grandes puissances (notamment pétrole et uranium) implique la présence d'acteurs qui n'hésitent pas à pactiser, directement ou indirectement, avec les groupes armés et ainsi, monnayer leur présence et la protection de leurs intérêts. C'est notamment le cas de la société d'Etat chinoise, le Poly Group,⁴⁵ présente au nord-est, qui a contractualisé une société de sécurité de droit centrafricain, laquelle a noué des accords d'entente avec le MPC et le FPRC pour protéger l'exploration pétrolière au nord-est.⁴⁶

Conclusions

Voilà plus de quatre ans que la Centrafrique est plongée dans une crise politique profonde, caractérisée par un niveau de violence inégalé dans l'histoire postcoloniale du pays. Le statut quo politique, entretenu par la communauté internationale et par le nouveau régime politique – du reste mis en place suite à des

9 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

élections précipitées⁴⁷ et entachées de nombreuses irrégularités⁴⁸ – devient insoutenable et présage un conflit de long terme si des stratégies alternatives de sortie de crise ne sont pas adoptées.

Inspirés par l'indépendance du Soudan du Sud en 2011, certains leaders de la Séléka voient une opportunité en créant les conditions qui justifieraient la scission du pays en deux : l'ouest et l'est. Pourtant, le Soudan du Sud nous apporte un éclaircissement puisque, d'une lutte contre le pouvoir central de Karthoum, le conflit s'est transformé en un conflit entre les élites politiques sud-soudanaises pour le contrôle du pouvoir et des richesses du pays. Dans ce conflit d'une extrême violence, les civils sont pris pour cibles dans des conflits inter-ethniques et intra ethniques.⁴⁹

A ce titre, l'agenda sécessionniste de la Séléka ne cache rien d'autre que les vellétés d'un groupuscule de chefs de guerre motivés par le pouvoir et l'enrichissement personnel. L'instrumentalisation des conflits inter-ethniques ou interconfessionnelles ne sont qu'une arme de guerre pour justifier leur existence. Cette stratégie n'est pas propre aux groupes armés puisque les régimes politiques successifs l'ont instrumentalisé au moins depuis les années 1980. Sortir du statut quo politique dans laquelle la Centrafrique est plongée implique un changement radical d'approche de sortie de crise ce qui permettrait, pour la première fois, d'offrir aux centrafricains l'opportunité de bâtir un projet de société commun.

Remerciements :

Jacinth Planer
Marcus Bleasdale
Peer Schouten
Ruben de Koning

Endnotes

¹ Agence France Presse. “Centrafrique : l’ombre de la partition d’un pays déjà divisé”. Dépêche AFP. 14 février 2014. Disponible : <http://www.jeuneafrique.com/depeches/21838/politique/centrafrique-lombre-de-la-partition-dun-pays-deja-divise/>

² Radio France Internationale. “RCA : la démission de Djotodia officialisée à Ndjamena”. 10 janvier 2013. Disponible : <http://www.rfi.fr/afrique/5min/20140110-rca-demission-djotodia-officialisee-ndjamena-tchad>

³ Au sein de la population musulmane, les peuhls sont particulièrement pris pour cible dans ce conflit. La présence d’Ali Darassa, chef militaire de l’Union pour la Paix en Centrafrique (UPC), un groupe armé issu de la coalition Séléka, qui se revendique comme le garant des intérêts de la minorité Fulani, accroît l’animosité ambiante vis à vis des peuhls, qui sont considérés comme complices des exactions de l’UPC.

Voir : Human Right Watch. ‘République centrafricaine : Des civils ont été tués lors d’affrontements armés’. 5 décembre 2016. Disponible : <https://www.hrw.org/fr/news/2016/12/05/republique-centrafricaine-des-civils-ont-ete-tues-lors-daffrontements-armes>

⁴ Panel d’Experts de l’ONU. ‘Rapport final’. 5 décembre 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032&referer=/english/&Lang=F

⁵ Panel d’Experts de l’ONU sur la Centrafrique. ‘Rapport intermédiaire’. 11 août 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/694 ; Panel d’Experts de l’ONU sur la Centrafrique. ‘Rapport final’. 5 décembre 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032&referer=/english/&Lang=F

⁶ Amnesty International. ‘République centrafricaine. Nettoyage ethnique et tueries intercommunautaires en République centrafricaine’. N° AFR 19/004/2014. 12 février 2014. Disponible <https://www.amnesty.org/fr/documents/AFR19/004/2014/fr/>

⁷ Panel d’Experts de l’ONU. ‘Rapport intermédiaire’. 11 août 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/694 ; Panel d’Experts de l’ONU. ‘Rapport final’. 5 décembre 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032&referer=/english/&Lang=F

⁸ Panel d’Experts de l’ONU. ‘Rapport intermédiaire’. 11 août 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/694 ; Panel d’Experts de l’ONU. ‘Rapport final’. 5 décembre 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032&referer=/english/&Lang=F

⁹ Site du UNHCR : <http://data.unhcr.org/car/regional.php>

¹⁰ Human Right Watch. ‘République centrafricaine : Raid meurtrier contre des personnes déplacées’. 1 novembre 2016. Disponible : <https://www.hrw.org/fr/news/2016/11/01/republique-centrafricaine-raid-meurtrier-contre-des-personnes-deplacees>

¹¹ Human Right Watch. ‘République Centrafricaine. Etat d’anarchie: Rébellion et exactions contre la population civile’. Septembre 2007. Disponible : <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/car0907frwebwcover.pdf>

11 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

¹² Ibid.

¹³ Ibid.; International Crisis Group. 'République Centrafricaine: Anatomie d'un Etat fantome'. Rapport no 136. 13 décembre 2007. Disponible: <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-anatomy-phantom-state>

¹⁴ International Crisis Group. 'République Centrafricaine: Anatomie d'un Etat fantome'. Rapport no 136. 13 décembre 2007. Disponible: <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-republic-anatomy-phantom-state>

¹⁵ Human Right Watch. 'République Centrafricaine. Etat d'anarchie: Rébellion et exactions contre la population civile'. Septembre 2007. Disponible : <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/car0907rwebwcover.pdf>

¹⁶ International Peace Information. Cartographie des motivations derrière les conflits : la République Centrafricaine. 21 novembre 2014. Disponible : <http://ipisresearch.be/publication/cartographie-des-motivations-derriere-les-conflits-la-republique-centrafricaine/> ; Centrafrique Presse. 'Mémoire de Séléka remis aux médiateurs à Libreville'. 10 janvier 2013. Disponible : <http://centrafrique-presse.over-blog.com/article-memorandum-de-Séléka-remis-aux-mediateurs-a-libreville-114232320.html>

¹⁷ International Crisis Group. 'La crise centrafricaine de la prédation à la stabilisation'. Rapport No 219. 17 juin 2014. Disponible : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-crisis-predation-stabilisation>

¹⁸ Brad, Brooks-Rubin. 'Centrafrique : Conférence des bailleurs : des perfusions à fonds perdus'. Jeune Afrique. 14 novembre 2016. Disponible : <http://www.jeuneafrique.com/372963/politique/conferences-bailleurs-perfusions-a-fonds-perdus-centrafrique/>

¹⁹ Smith, M. James. 'Fear and Hope in the CAR's peace process'. 3 Mars 2015. Disponible : <http://www.religionandgeopolitics.org/central-african-republic/fear-and-hope-cars-peace-process>; Entretiens Enough Project avec un membre du Parlement et un opérateur économique de PK5. Bangui, octobre 2016.

²⁰ France TV Info. 'Centrafrique : un chef d'une faction musulmane menace de sécession'. 22 décembre 2013. Disponible : http://mobile.francetvinfo.fr/monde/centrafrique/video-centrafrique-un-chef-d-une-faction-musulmane-menace-de-secession_489196.html - xtref=<https://m.facebook.com>

²¹ Accord de cessation des hostilités en République Centrafricaine, 23 juillet 2014. Disponible : <http://www.peaceau.org/uploads/accord-cessation-hostilite-brazzaville-juillet-2014-Séléka-balaka-merged-2222.pdf>

²² Dukhan, Nathalia. 'The Central African Republic crisis'. Birmingham, UK: GSDRC, University of Birmingham. Disponible : http://www.gsdrc.org/wp-content/uploads/2016/05/CAR_Jan2016.pdf

²³ La nouvelle Centrafrique. 'Etat du Dar-El-Kuti : Rétropédalage de la Séléka'. 14 août 2014. Disponible : www.lanouvellecentrafrique.info/2014/08/14/etat-du-dar-el-kuti-retropedalage-de-la-Séléka/

²⁴ Panel d'Experts de l'ONU sur la RCA. 'Rapport final'. 29 octobre 2014. Disponible : http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2014_762.pdf

²⁵ Dukhan, Nathalia. 'The Central African Republic crisis'. Birmingham, UK: GSDRC, University of Birmingham. Disponible : http://www.gsdrc.org/wp-content/uploads/2016/05/CAR_Jan2016.pdf

²⁶ Radio France Internationale. 'Centrafrique : à quoi joue Noureddine Adam ?'. 27 décembre 2015. Disponible : <http://www.rfi.fr/afrique/20151227-rca-joue-noureddine-adam-ex-Séléka-centrafrique-deby>

²⁷ Reuters. 'Central African rebel leader declares autonomous republic'. 15 décembre 2015. Disponible : <http://www.reuters.com/article/us-centralafrica-politics-idUSKBN0TY1F620151215>

²⁸ RFI. 'Centrafrique : à quoi joue Noureddine Adam ?'. 27 décembre 2015. Disponible : <http://www.rfi.fr/afrique/20151227-rca-joue-noureddine-adam-ex-Séléka-centrafrique-deby>

²⁹ Panel d'Experts de l'ONU sur la Centrafrique. 'Rapport final'. 5 décembre 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032&referer=/english/&Lang=F

³⁰ Ibid.

12 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

³¹ Ibid.

³² Tchad, Soudan, Soudan du Sud, République Démocratique du Congo

³³ Panel d'Experts de l'ONU sur la Centrafrique. 'Rapport final'. 5 décembre 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032&referer=/english/&Lang=F

³⁴ Ibid.

³⁵ Terme emprunté à Roland Marchal. Référence : Roland, Marchal. "Chad : Towards a militia State?". Rapport pour la Banque Mondiale. Non publié. Avril 2007.

³⁶ International Crisis Group. 'La crise centrafricaine de la prédation à la stabilisation'. Rapport 219. 17 juin 2014. Disponible : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/central-africa/central-african-republic/central-african-crisis-predation-stabilisation>; Lire : Kisangani. "Social cleavages and politics of exclusion: instability in the Central African Republic". International Journal on World Peace, XXXII(1), Mars 2015.

³⁷ Panel d'Experts de l'ONU sur la Centrafrique. 'Rapport final'. 29 octobre 2014. Disponible : http://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/s_2014_762.pdf

³⁸ Le MPC d'Alkatim indiquait en août 2016 vouloir notamment, deux postes ministériels dont un au rang de Ministre d'Etat (en particulier, le Ministère de l'intérieur et le Ministère des équipements) ainsi que divers postes dans les représentations internationales, nationales et locales ; des reconnaissances de grades de certains membres et l'attribution de certains postes dans l'Armée, y compris celui de sous-chef d'Etat-major ; un soutien pour la transformation du MPC en parti politique.

L'UPC de Ali Darassa proposait en mars 2016 que : 35% des combattants UPC soient intégrés dans l'Armée (FACA) ; 25% des combattants dans la Gendarmerie Nationale ; 20% des combattants dans la Police Nationale ; 10% es combattants dans la douane ; 10% des combattants dans la garde forestière ; le poste de l'Etat-major General des armées ; des postes de responsabilités dans la gendarmerie et la police, etc. Source : Panel d'Experts de l'ONU sur la Centrafrique. 'Rapport final'. 5 décembre 2016. Disponible :

http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032&referer=/english/&Lang=F

³⁹ Entretien Enough Project avec un humanitaire présent dans les zones MPC et FPRC et avec un membre affilié au FPRC, Bangui, 30 novembre 2016.

⁴⁰ Day, Christopher. 'The Bangui Carousel: How the recycling of political elites reinforces instability and violence in the Central African Republic'. Enough Project. 2016. Disponible : http://www.enoughproject.org/files/TheBanguiCarousel_080216.pdf

⁴¹ Dukhan, Nathalia. 'République Centrafricaine : un récent rapport d'enquête des Nations Unies révèle les échecs à résoudre les causes profondes du conflit'. Enough Project. 23 août 2016. Disponible : <http://www.enoughproject.org/blogs/new-un-investigative-report-reveals-failures-tackle-root-causes-conflict-car#French>

⁴² Entretiens Enough Project avec des leaders du MPC et FPRC, Bangui, octobre 2016.

⁴³ Entretien Enough Project avec un responsable d'une ONG humanitaire, septembre 2016.

⁴⁴ International Peace Information. Cartographie des motivations derrière les conflits : la République Centrafricaine. 21 novembre 2014. Disponible : <http://ipisresearch.be/publication/cartographie-des-motivations-derriere-les-conflits-la-republique-centrafricaine/>

⁴⁵ Poly Group est une société d'État chinoise spécialisée dans la défense et l'armement et autorisée par le gouvernement chinois à importer et exporter un éventail large d'équipements militaires. Voir : Enough Project. 'Un récent rapport d'enquête de l'ONU révèle qu'une compagnie d'État chinoise finance une entreprise criminelle en République Centrafricaine'. 29 août 2016. Disponible : <http://www.enoughproject.org/blogs/un-investigative-report-alleges-oil-company-finances-criminal-enterprise-central-african-repub>

⁴⁶ Panel d'Experts de l'ONU. 'Rapport intermédiaire'. 11 août 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/694; Panel d'Experts de l'ONU. 'Rapport final'. 5 décembre 2016. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2016/1032&referer=/english/&Lang=F

13 The Enough Project • enoughproject.org

Territoire Morcelé, Communautés Divisées :

La République Centrafricaine face à des menaces sécessionnistes

⁴⁷ Vircoulon, Thierry & Lesueur, Thibaud. 'Central African Republic: Avoiding an electoral flare up'. International Crisis Group. 19 octobre 2015. Disponible : <http://blog.crisisgroup.org/africa/central-african-republic/2015/10/19/central-african-republic-avoiding-an-electoral-flare-up/>

⁴⁸ Clowes, William, 'Will the Central African Republic's elections create more problems than they solve?'. African Arguments. 11 décembre 2015. Disponible : <http://africanarguments.org/2015/12/11/will-cars-elections-create-more-problems-than-they-solve/>

⁴⁹ Sur les origines du conflit au Soudan du Sud, lire : Union Africaine. 'Final Report of the African Union Commission of Inquiry on South Sudan'. 15 octobre 2014. Disponible : <http://www.peaceau.org/uploads/auciss.final.report.pdf>; Panel d'Experts de l'ONU. 'Rapport final'. 21 août 2015. Disponible : http://www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2015/656&referer=/english/&Lang=F; The Sentry. 'War crimes shouldn't pay. Stopping the looting and destruction in South Sudan'. Septembre 2016. Disponible : https://cdn.thesentry.org/wp-content/uploads/2016/09/Sentry_WCSP_Finalx.pdf